



Independent observer
of the Global Fund

La nécessité pour les communautés de s'appropriier les politiques nationales ou comment les impératifs internationaux se traduisent sur le terrain

Durant sept ans, j'ai été conseillère technique du ministère de la Santé en Papouasie-Nouvelle Guinée et j'ai pu observer une évolution dans les relations entre le pays et le Fonds mondial

Il y a eu des hauts et des bas, notamment en 2010-2011, année où tous nos programmes ont fait l'objet d'un audit de la part du Bureau de l'Inspecteur général, ce qui a poussé le gouvernement à renoncer à son rôle de Récipiendaire Principal. J'ai été aux premières loges pour expérimenter les défis d'une collaboration entre un système de santé en crise perpétuelle et une institution de financement qui en arrive parfois à se contredire elle-même.

L'accent mis sur les trois maladies a mis en évidence les failles du système de santé empêchant la fourniture de service de qualité.

Le pays en a donc été réduit à tenter de trouver des solutions miracles dans l'urgence en raison d'un système de financement basé sur les résultats alors que des réformes profondes auraient été nécessaires pour atteindre les communautés de manière plus efficace. En raison d'un fonctionnement trop complexe, le Fonds mondial en est arrivé à involontairement affaiblir le système de santé qu'il était censé renforcer.

Dans ce contexte, j'avais particulièrement hâte d'assister au Forum du Partenariat à Bangkok, au terme d'un voyage de 40 heures en juillet dernier. Ce Forum était le dernier d'une série de consultations pour accompagner les changements de stratégie du Fonds mondial et les réformes internes permettant à l'organisation de se mettre en lien non seulement avec des institutions mais également avec les gens qui en font partie.

Le projet de stratégie pour les cinq années à venir, partagé par les participants du Forum, a reflété certains de ces idéaux : l'appropriation par les pays, la résilience, l'engagement des communautés, etc. Cette nouvelle stratégie montre que le Fonds évolue avec son temps dans le domaine de la santé et du développement. En dépit de grandes avancées dans la lutte contre les trois maladies, les inégalités persistent et s'aggravent.

Les présentations du Conseil d'administration et du Secrétariat étaient pleines d'optimisme et d'espoir, réaffirmant le rôle crucial des communautés dans la lutte contre les inégalités. La société civile et les populations clés étaient bien représentées, dans la droite ligne de ces déclarations.

Mais cette atmosphère sympathique et toutes ces célébrations n'ont pas occulté les problèmes profonds et les préoccupations exprimées par de nombreux représentants de la société civile.

En se voulant plus tourné vers les « êtres humains », le Fonds mondial a fait des communautés, des droits et du genre les objectifs principaux de sa stratégie. C'est une initiative louable qui est va dans le sens du nouveau modèle de financement dont le but est de soutenir « des stratégies cohérentes issues des pays et dont l'élaboration et la mise en œuvre impliquent tous les secteurs ».

Cependant, ces discours demeurent en grande partie théoriques, le succès du nouveau modèle de financement pour mieux impliquer les communautés est loin d'avoir été démontré jusqu'à présent.

La plupart des conversations que j'ai eu avec les participants du Forum représentant 15 pays tournaient toujours autour de la même critique : le Fonds se veut un agent du changement, toutefois, l'implication des communautés reste symbolique et ne permet pas de faire entendre réellement leurs voix dans les processus de décision et les allocations de ressources.

Le fait qu'il soit exigé de documenter et de prouver la participation des communautés, notamment des populations clés dans le nouveau modèle de financement renforce l'idée que cette participation est de pure forme. Les membres de ces communautés se sentent obligés de participer à des réunions afin que leurs noms soient inscrits dans le registre des participants et transmis au Fonds dans le simple but de respecter les quotas.

D'autres ont déploré la tendance des consultants techniques ou des responsables du gouvernement à arriver dans ces réunions sans s'annoncer pour fournir des documents déjà validés qui n'ont fait l'objet d'aucune consultation.

C'est là où le bât blesse: le Fonds doit réconcilier la théorie et la pratique et adapter ses priorités dans la gestion des risques. En dépit de réformes de fonds dans sa structure avec la mise en œuvre du nouveau modèle de financement, cette mentalité de quotas à remplir et de documents à émarger continue d'imprégner les processus du Fonds, y compris au niveau du dialogue pays.

La pression exercée sur les pays pour mettre l'accent sur les populations clés risque d'empêcher une participation authentique et d'ouvrir la porte à des solutions trop rapides pour répondre aux questions de critères de financement.

Ce genre de solution-pansement va à l'encontre des principes de base de l'approche participative qui

incite les communautés à déterminer leurs propres agendas et solutions pour un changement durable.

Si le Fonds mondial veut sérieusement encourager les approches participatives, il doit faire un effort pour les rendre vraiment opérationnelles. Il ne suffit pas d'exiger des pays qu'ils respectent des directives, il faut initier et encourager la transformation des systèmes nationaux en mécanismes plus transparents qui respectent les droits de l'homme et répondent aux principes de responsabilité partagée.

L'avenir du Fonds mondial dépend d'une participation inclusive et forte des communautés dans les systèmes de santé. C'est pourquoi le Fonds doit réconcilier son aversion au risque et ses pratiques opérationnelles avec sa volonté de créer une participation communautaire authentique et des partenariats au niveau national dans sa stratégie pour les cinq prochaines années.

Il revient maintenant au Conseil d'administration et à l'équipe dirigeante d'écouter les différentes opinions exprimées au niveau des pays et des communautés à travers ces Forums de Partenariat et de mettre en place des politiques concrètes au niveau des subventions afin de favoriser la participation et les partenariats.

Anna Maalsen a travaillé comme conseillère technique pour différents gouvernements pendant plusieurs années afin de les aider dans la mise en œuvre des subventions du Fonds mondial. Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que l'auteur.

[Read More](#)
